

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule carrière/éolien  
4 avenue de la gare  
BP 132  
48005 Mende Cedex

Mende, le 08/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SARL SALLES et Fils**

Route DE MARVEJOLS  
48100 Saint-Léger-De-Peyre

Références : 2026-03-128  
Code AIOT : 0006605355

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement SARL SALLES et Fils implanté MARCHASTEL - Travers del Moulin 48260 Marchastel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SALLES et Fils
- MARCHASTEL - Travers del Moulin 48260 Marchastel
- Code AIOT : 0006605355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site concerne une carrière à ciel ouvert d'extraction de matériaux fluvio-glaciaires située au lieu-dit "Travers del Moulin" sur le territoire de la commune de MARCHASTEL. Les installations de traitement se situent au sein de l'ancienne carrière de la Devèze, à quelques centaines de mètre du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Caractéristiques de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Clôture et pancartes de danger	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
5	Panneau sur les voies d'accès	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.9.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Repère de nivellement	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.9.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis à la suite de l'inspection un plan de la carrière, datant du 18 mars 2026, qui reporte le périmètre d'autorisation, les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs et les zones remises en état. Ce plan permet de constater le respect de la

côte minimale de fond de fouille et le positionnement des bornes de nivellements.

Par ailleurs, il est constaté que :

- le tonnage maximum autorisé n'est pas respecté;
- le site n'est pas entièrement clôturé;
- le site ne dispose pas de plan de gestion des déchets d'extraction.

Ces constats constituent des non-conformités à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et à l'arrêté d'autorisation du 11 mai 2012. Une mise en demeure est proposée sur ces 3 points.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registres et plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé à la suite de l'inspection un plan des lieux de la carrière, daté du 18 mars 2026. Ce plan est conforme à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Caractéristiques de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, CONSISTANCES DES INSTALLATIONS CLASSEES
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : Tonnages maximum annuels à extraire : 50 000 tonnes Tonnages moyens annuels à extraire : 40 000 tonnes [...] Hauteurs maximales des fronts : 15 mètres Limite inférieure d'extraction : 1146 m NGF versant Sud ; 1151m NGF versant Nord
<b>Constats :</b>

<p>Le tonnage maximum annuel à extraire n'est pas respecté. L'exploitant a extrait:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en 2023, 50 500 tonnes;</li> <li>• en 2024, 71 000 tonnes.</li> </ul> <p>Le non-respect des tonnages maximum autorisés prescrits par l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n°2012-132-004 du 11 mai 2012 pendant 2 années de suite constitue deux non conformités contraventionnelles. .</p> <p>Le plan topographique transmis, datant du 18 mars 2026, montre que la limite inférieure d'extraction (côte NGF) et les hauteurs maximales des fronts sont respectées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 2 mois, l'exploitant doit régulariser son exploitation soit en déposant un porter à connaissance de régularisation du tonnage moyen et maximum d'extraction, soit en respectant les limites du périmètre d'extraction autorisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Plan de gestion des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, gestion des déchets d'extraction</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ;</li> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en</li> </ul>

<p>vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ;</li> <li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ».</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de Plan de Gestion de Déchet « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>L'inspection avait relevé cette non conformité lors de la visite de 2023.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit réaliser un Plan de Gestion de Déchet « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière et le transmettre à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Clôture et pancartes de danger

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, sécurité du public</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes »</p>

résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.

**Constats :**

Il est constaté que la clôture n'est pas complète au Sud-Est de la carrière, entre les zones remises en état et les parcelles voisines.

La clôture n'est donc pas efficace.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de rajouter des pancartes signalant le danger sur la clôture, notamment au Nord de la Carrière, au dessus des fronts d'exploitation.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit clôturer l'ensemble du site et compléter la signalisation du danger notamment au niveau des fronts d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Panneau sur les voies d'accès**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.9.1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, signalisation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.

**Constats :**

Il est constaté que le panneau sur la voie d'accès de la carrière est conforme à l'article 1.9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Repère de nivellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.9.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, bornage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de placer des bornes de nivellement.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La carrière dispose de plusieurs bornes de nivellement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite